



PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE



INSTALLATIONS CLASSEES

☎ 05.53.02.26.36

SERVICES DE L'ETAT

D.R.E.A.L. (Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement) Aquitaine  
Unité territoriale de la Dordogne

☎ 05.53.02.65.80

REFERENCE A RAPPELER

100727

N°

DATE 20 MAI 2010

N° GIDIC : 052-9153  
Réf. DREAL : 176/10

**ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION  
relatif à l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert  
de sable par la société Carrières de Thiviers**

A

**24610 – St Méard de Gurçon  
au lieu dit : « Le Bois Piqua »**

\*\*\*

**LA PREFETE de la DORDOGNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le Code Minier ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- VU le Code du Patrimoine et notamment son article L.531-14 ;
- VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n° 94-484, 94-485 et 94-486 du 9 juin 1994 ;
- VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le Code Minier, les décrets n° 80- 331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, et le décret 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;
- VU le décret d'application n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif à l'archéologie préventive ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le schéma départemental des carrières de Dordogne approuvé par arrêté préfectoral du 30 septembre 1999 ;
- VU la demande présentée le 21 avril 2009 par laquelle la société Carrières de Thiviers, dont le siège

société est située 57 rue Pierre Charron – 75008 PARIS, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de sable sur le territoire de la commune de St Méard de Gurçon au lieu-dit « Le Bois Piqua » ;

- VU** les plans et renseignements du dossier joints à la demande précitée et notamment l'étude d'impact ;
- VU** la décision n° 024/2009/042/6559 du 21 octobre 2009 autorisant Carrières de Thiviers à défricher sur une superficie totale de 1,1843 hectares et pour une durée de validité de 5 ans ;
- VU** les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;
- VU** les observations formulées au cours de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ;
- VU** l'avis de l'inspection des installations classées en date du 8 avril 2010 ;
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Dordogne dans sa réunion du 22 avril 2010
- VU** l'avis du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.512.1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients présentés par l'exploitation de la carrière vis à vis des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement peuvent être prévenus par des prescriptions techniques adéquates ;

**Considérant** que les mesures spécifiées par le présent projet d'arrêté préfectoral et ses annexes constituent les prescriptions techniques susvisées ;

**Considérant** que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des propositions faites au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant notamment la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable minimale de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé sont de nature à assurer la prévention et la maîtrise des risques et des dangers) ;

**Considérant** que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières du département de Dordogne ;

**Considérant** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et notamment la limitation de la profondeur et de la superficie en cours d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **1.1 - Installations autorisées**

La société Carrières de Thiviers dont le siège social est situé, 57 rue Pierre Charron – 75008 PARIS, est

autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable sur le territoire de la commune de St Méard de Gurçon au lieu-dit « Le Bois Piqua » sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

Rubrique	Description	Capacité	Régime
2510.1	Exploitation de carrière	Production maximale de 50 000 t/an	Autorisation
2517	Station de transit de produits minéraux solides	5 000 m <sup>3</sup>	NC

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriétés de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 2.3 - .

### **1.2 - Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1 -

### **1.3 - Notion d'établissement**

L'établissement est constitué par l'ensemble des installations classées relevant d'un même exploitant situées sur un même site au sens de l'article R 512-13 du Code de l'environnement, y compris leurs équipements et activités connexes.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1 - Conformité au dossier**

L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans le dossier de la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

La présente autorisation ne vaut pas :

- permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1 - ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- autorisation de défrichement.

### **2.2 - Rythme de fonctionnement (heures et jours d'ouvertures)**

Les créneaux horaires pour l'ensemble des activités de la carrière sont:

- 8 h à 18 h.

Aucune activité n'est autorisée les samedis, dimanches et jours fériés.

### 2.3 - Implantation

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées, représentant une superficie totale de 71 775 m<sup>2</sup>.

<b>Commune de St Méard de Gurçon</b>						
<b>EMPRISE PRECEDEMENT AUTORISEE</b>	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie	Surface autorisée	
	<b>LE BOIS PIQUA</b>	<b>AB</b>		322	16 a 67 ca	16 a 67 ca
				323	6 a 65 ca	6 a 65 ca
				324	4 a 38 ca	4 a 38 ca
				325	4 a 18 ca	4 a 18 ca
				327	16 a 50 ca	16 a 50 ca
				328	2 a 56 ca	2 a 56 ca
				329	29 a 29 ca	29 a 29 ca
				330	11 a 53 ca	11 a 53 ca
				331	15 a 25 ca	15 a 25 ca
				332	10 a 71 ca	10 a 71 ca
				333	5 a 10 ca	5 a 10 ca
				338 (p)	52 a 16 ca	21 a 50 ca
				453 (ancienne 326)	29 ca	29 ca
				454 (ancienne 326)	1 ha 56 a 21 ca	1 ha 56 a 21 ca
			<b>TOTAL EMPRISE INITIALE :</b>			
	<b>EXTENSION PAR RAPPORT A L'AUTORISATION PRECEDENTE</b>	<b>LE BOIS PIQUA</b>	<b>AB</b>		334	8 a 59 ca
				335	19 a 00 ca	19 a 00 ca
				336	5 a 37 ca	5 a 37 ca
				337	5 a 00 ca	5 a 00 ca
				338(p)	52 a 16 ca	30 a 66 ca
				339	22 a 47 ca	22 a 47 ca
				340(p)	94 a 20 ca	58 a 00 ca
				350	1 ha 95 a 80 ca	1 ha 95 a 80 ca
				351	39 a 38 ca	39 a 38 ca
				482(p)	99 a 25 ca	32 a 66 ca
<b>TOTAL EXTENSION :</b>					<b>4 ha 16 a 93 ca</b>	
<b>EMPRISE TOTALE</b>					<b>7 ha 17 a 75 ca</b>	

### 2.4 - Capacité de production et durée

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 450 000 tonnes.

La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 50 000 tonnes.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois

au moins avant l'échéance de la présente autorisation

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 - doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation;

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R 512-76 du Code de l'Environnement.

### **2.5 - Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

Les matériaux de décapage (horizon humifère) sont stockés sous forme d'un merlon de hauteur limité à 3 m en bordure ouest de la zone d'extension Nord. Ce merlon qui doit être prolongé jusqu'à la clôture au sud de la carrière, est végétalisé par plantation d'essences arbustives locales adaptées à la nature du terrain.

### **2.6 - Réglementations applicables**

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer:

- aux dispositions du Code de l'Environnement et notamment son livre V ;
- aux dispositions du Code Minier et des textes pris pour son application relative à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement;
- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

### **2.7 - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'établissement.

Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

### **3.1 - Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « Sortie de carrière », doivent être implantés

aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site.

### **3.2 - Bornages**

L'exploitant est tenu de placer, préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1 - :

- des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation (P.A.),
- des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état,
- des bornes de positionnement des limites de l'extraction.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **3.3 - Aménagements paysagers**

La végétalisation des talus situés à l'extrémité Ouest du site de la carrière (parcelle n°454) et le long du chemin rural des « Bonnins » de part et d'autre des accès à la carrière, doit être complétée par des plantations d'essences arbustives locales adaptées à la nature du terrain.

### **3.4 - Accès à la voirie publique**

L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée.

Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

### **3.5 - Gestion des eaux de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en périphérie de ces zones.

## **ARTICLE 4 : DECLARATION D'EXPLOITATION**

Dès que sont mis en place les aménagements du site visés à l'Article 3 : permettant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse, en 3 exemplaires, au préfet, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du Code de l'environnement.

L'exploitant joint à la déclaration de début d'exploitation, le document attestant de la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation sera publié aux frais de l'exploitant par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

## **ARTICLE 5 : ARCHEOLOGIE**

### **5.1 - Déclaration**

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit,

conformément aux termes des articles L531-14 à L-531-16 du code du patrimoine, avertir la :

*Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine*  
*Service Régional de l'Archéologie*  
*54 rue Magendie*  
*33074 BORDEAUX CEDEX*

afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

En particulier, l'exploitant doit :

- signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures, etc. ...
- cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte,
- conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du service régional de l'archéologie,
- autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.

## **5.2 - Surfaces concernées**

Les travaux d'extraction portent sur une surface d'environ 50 000 m<sup>2</sup>, comprennent 3 phases d'exploitation comme décrites dans le dossier du pétitionnaire et mentionnés au tableau du paragraphe 6.5 - .

## **ARTICLE 6 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et au plan de phasage définis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en date du 21 avril 2009.

### **6.1 - Défrichement**

Les opérations de déboisement et de défrichement sont menées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 janvier 1994 et de l'arrêté préfectoral n°024/2009/042/6559 du 21 octobre 2009 portant autorisation de défrichement des parcelles numérotées 334, 335, 336, 337, 339, 340 (p) sur le territoire de la commune de Saint Méard de Gurçon.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux.

### **6.2 - Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

### **6.3 - Épaisseur d'extraction - phasage**

L'exploitation maximale de l'extraction autorisée est de 14mètres. Elle est décomposée comme suit :

- découverte d'une épaisseur moyenne de 3 mètres (mini: 2,7 m – maxi : 3,3 m) avec :
  - terre végétale 0,2 m à 0,3 m en moyenne,
  - terre stérile 2,5 m à 3 m en moyenne,
- gisement exploitable d'une épaisseur moyenne de 12 m (mini : 3 m – maxi : 14 m).

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 50 mètres NGF et 64 m NGF conformément au plan de phasage prévisionnel en fin de phase 3 figure 8D, joint en annexe au présent arrêté.

#### 6.4 - Méthode d'exploitation

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert de sable avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.

L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique, d'un bulldozer et d'un dumper.

L'usage d'explosifs est interdit sur l'ensemble du site.

Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille peut comprendre un à deux paliers de 7 m de hauteur chacun, inclinés selon une pente maximale de 45 degrés et séparés par une banquette de largeur minimale de 5 mètres.

#### 6.5 - Phasage prévisionnel

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 3 phases comme décrites dans le dossier du pétitionnaire.

Phase	Surface à exploiter (en m <sup>2</sup> )	Volume à exploiter (en m <sup>3</sup> )	Tonnage à exploiter (en t)	Volume de découverte à décapier (en m <sup>3</sup> )	Durée de la phase (exploitation du gisement) en années
1	14 000	115 000	150 000	40 000	5 ans
2	18 000	100 000	150 000	25 000	5 ans
3	18 000	95 000	150 000	20 000	5 ans
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>310 000</b>	<b>450 000</b>	<b>85 000</b>	<b>15 ans</b>

#### 6.6 - Destination des matériaux

Les matériaux extraits doivent être utilisés conformément aux dispositions du schéma départemental des carrières du département de la Dordogne, approuvé par arrêté préfectoral du 30 septembre 1999.

Les matériaux extraits sont acheminés par la route.

### ARTICLE 7 : SECURITE DU PUBLIC

#### 7.1 - Clôtures et accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en cours



d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent .

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.

## 7.2 - Éloignement des excavations

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous cavage est interdit.

## **ARTICLE 8 : PLAN D'EXPLOITATION**

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter (P.A. visé à l'article 2.3 - ) ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre extractible (P.E.),
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs (cote NGF),
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 7.2 - ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
- les bornes visées à l'article 3.2 - ,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,etc....),

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 9 : PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **9.1 - Dispositions générales**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

### **9.2 - Prévention des pollutions accidentelles**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I –

- le ravitaillement et l'entretien des engins s'effectuent sur des bacs de chantiers. Des produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement sont disposés à proximité immédiate.
- l'ensemble des opérations d'entretien et de réparation des engins s'effectue hors du site.

II – Aucun stockage de carburant ou autres produits potentiellement polluants (huiles neuves ou usagées) n'est réalisé dans l'emprise de la carrière ;

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

IV – L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

### **9.3 - Prélèvement d'eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

### **9.4 - Rejets d'eau dans le milieu naturel**

#### **9.4.1 - Les eaux de ruissellement**

Afin de limiter les ruissellements sur les surfaces périphériques de la zone d'extraction, des stockages provisoires de matériaux de découverte sont mis en place sous forme de merlons, principalement le long de la bordure amont de la zone d'extraction.

Les eaux de ruissellement, éventuellement rejetées dans le milieu naturel, doivent respecter les valeurs suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température < 30° C,

- matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l,
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l,
- hydrocarbures < à 10 mg/l.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

#### **9.4.2 - Les eaux domestiques.**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer.

#### **9.4.3 - Les eaux souterraines**

Il n'y a pas de lavage des matériaux sur le site ni de stockage d'hydrocarbures à l'exception des réservoirs des camions et engins.

L'exploitant doit maintenir la base minimale des travaux d'extraction à une cote telle que précisée à l'article 6.3 du présent arrêté.

### **9.5 - Pollution atmosphérique**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère, des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à l'agriculture, à la protection de la nature et à l'environnement, ainsi qu'à la conservation des sites et monuments.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :

- par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins,
- les véhicules doivent être conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès doivent être régulièrement entretenus,
- la réalisation des opérations de décapage en dehors des périodes sèches et venteuses.

### **9.6 - Déchets**

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisés.

Les déchets produits sur le site (emballages divers, chiffons d'essuyage, déchets ménagers, etc....) doivent être stockés dans de petits récipients, dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) et évacués selon une filière réglementaire.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans.

## **ARTICLE 10 : PREVENTION DES RISQUES**

### **10.1 - Dispositions générales**

### 10.1.1 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques et de chauffage, font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La norme NFX 08003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité doit être appliquée conformément à l'arrêté ministériel du 4 août 1982 afin de signaler :

- les moyens de secours,
- les stockages présentant des risques,
- les boutons d'arrêt d'urgence,
- les diverses interdictions.

### 10.1.2 - Equipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.

## 10.2 - Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

## **ARTICLE 11 : BRUITS ET VIBRATIONS**

L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par

les installations classées pour la protection de l'environnement,

- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement en dehors des tirs de mines.

## 11.1 - Bruits

### 11.1.1 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23.01.1995 et des textes pris pour son application).

En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

L'exploitant doit réaliser un merlon de terre végétalisé de 3 m de hauteur en bordure Ouest de l'extension Nord selon les modalités précisées à l'article 2.5 du présent arrêté.

### 11.1.2 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 11.1.3 - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

Emplacement (s)	Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
	Période diurne 7 h00 - 22 h00 sauf dimanche et jours fériés	Période nocturne 22 h00 - 7 h00 y compris dimanche et jours fériés
En limite du périmètre autorisé (P.A.)	60	Pas d'activité

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant Existant dans les zones à Emergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h 00 à 22 h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22 h 00 à 7 h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

#### **11.1.4 - Contrôles**

Un premier contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de faire effectuer des contrôles périodiques supplémentaires.

Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant

### **11.2 - Vibrations**

#### **11.2.1 - Réponse vibratoire**

Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire ne peut être effectuée que par un organisme compétent.

#### **11.2.2 - Tirs de mines**

Les tirs de mines sont interdits.

## **ARTICLE 12 : TRANSPORT DES MATERIAUX ET CIRCULATION**

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules sortant du site autorisé à l'article 1.1 - ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- ni d'envois de poussières,
- ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques,
- ni d'une section dangereuse.

Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

Les matériaux produits par l'exploitation de la carrière sont acheminés par camions.

L'exploitant doit assurer l'entretien du tronçon du chemin rural des « Bonnins » utilisé pour le transport des matériaux pendant toute la durée de l'autorisation. Un état des lieux contradictoire de cette chaussée entre l'exploitant et la mairie de Saint Méard de Gurçon peut utilement être réalisé après chaque campagne d'extraction.

Les véhicules entrant et sortant du site doivent respecter les itinéraires définis dans le dossier de

demande d'autorisation.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

### **ARTICLE 13 : NOTIFICATION DE L'ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX**

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit de la date d'expiration de l'autorisation, soit de la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et comporte en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies aux articles 14.3 - et 14.4 - du présent arrêté.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie significative du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

### **ARTICLE 14 : ETAT FINAL**

#### **14.1 - Principe**

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

Les mesures de remise en état prévues ressortent de l'étude menée sur le site afin d'assurer la sécurité et permettre la revégétalisation.

**A -** L'exploitant doit adresser au préfet, au moins **1 an** avant l'échéance de la présente autorisation, un dossier comprenant

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou

total,

dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Le mémoire sur l'état du site doit préciser notamment :

les incidents intervenus au cours de l'exploitation,

les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,

les mesures compensatoires et surveillances éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement,

l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,

l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines.

**B -** L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée **6 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

**C -** La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 - doit être achevée **3 mois** au moins avant l'échéance de la présente autorisation

#### 14.2 - Notification de remise en état

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Code de l'Environnement.

#### 14.3 - Conditions de remise en état

Le principe de remise en état prévisionnelle de cette exploitation a été défini essentiellement dans un objectif de restauration écologique et paysagère du site, tout en assurant la sécurité du site après l'arrêt de son exploitation, en accord avec les propriétaires des parcelles concernées.

Ce principe est conforme à celui qui a été défini et adopté dans le cadre de l'autorisation précédemment en vigueur sur ce site.

Les objectifs et travaux de remise en état sont ainsi principalement basés sur:

un remblaiement de la partie basse des zones d'exploitation à l'aide des matériaux de découverte, tout en conservant deux petits plans d'eau d'environ 2 000 m<sup>2</sup> chacun. La restauration écologique comprendra un enherbement par semis de graminées, un talutage en pente douce et à contour sinueux des berges des plans d'eau, avec régalinge de terre végétale pour accélérer leur végétalisation naturelle ;

des opérations de talutage et de végétalisation des fronts de taille, notamment au niveau du palier intermédiaire ;

la création d'une continuité avec le boisement existant dans le prolongement Sud et Est du site, par régalinge de terre végétale et plantations ;

le talutage permettant l'adoucissement des pentes du front Ouest du site, dans la direction du hameau des Bonnins ;

la création d'une levée de terre avec habillage paysager, en séparation des deux unités foncières du site.

La remise en état du site sera réalisée pour partie de façon coordonnée à l'avancement des travaux d'exploitation.

Une fois définitivement remis en état conformément au programme cité précédemment, ces terrains seront conservés en tant que site privé, à vocation naturelle.



#### 14.4 - Remblayage de la carrière

Le remblayage de la carrière par apport de matériaux extérieurs est interdit.

### **ARTICLE 15 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.

#### 15.1 - Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement décrit au dossier de demande d'autorisation et tel que défini à l'article 6.5 et à l'article 14 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

Période considérée	Montant de la garantie financière (en euros TTC)	Surface remise en état au début de la période considérée (en ha)	Surface remise en état à l'échéance de la période considérée (en ha)
de la date de notification du présent arrêté à 5 ans après cette date	82 050	0,85	1,6
de 5 ans après la date de notification du présent arrêté à 10 ans après cette date	105 620	1,6	2,3
de 10 ans après la date de notification du présent arrêté à 15 ans après cette date	105 620	2,3	7,1775

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 15.3-.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

#### 15.2 - Augmentation des garanties financières

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

### 15.3 - Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins **6 mois avant cette date**, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 15.1 - ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice 627,4 correspondant au mois de septembre de l'année 2009.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 15.1 - ci-dessus. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009, à savoir:

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

- $C_R$  : le montant de référence des garanties financières,
- $C_n$  : le montant des garanties financières à provisionner l'année  $n$  et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières,
- $\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
- $\text{Index}_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ou indice TP01 de mai 2009 (616.5) pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de l'arrêté du 9 février 2004.
- $TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
- $TVA_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières. Pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de l'arrêté du 9 février 2004, ce taux est de 0.196.

Les indices TP01 sont consultables au bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 15.6 - ci-dessous.

### 15.4 - Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières:

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du Code de l'Environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition physique ou juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état

conforme au présent arrêté.

#### **15.5 - Levée des garanties financières**

Lorsque tous les travaux d'extraction sont achevés et la remise en état constatée par un procès verbal de récolement, la levée de l'obligation des garanties financières est faite par arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

#### **15.6 - Sanctions administratives et pénales**

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 15.3 - ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L514-3 dudit Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L51411 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 16 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) qui lui sont applicables.

### **ARTICLE 17 : MODIFICATIONS**

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 18 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du Code de l'Environnement, le nouvel exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant comprenant notamment :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant,
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

## **ARTICLE 19 : CADUCITE**

En application de l'article R 512-53 du Code de l'Environnement, le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **ARTICLE 20 : RECOLEMENT**

L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la déclaration de début d'exploitation, au récolement du présent arrêté préfectoral réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées.

Des arrêtés préfectoraux complémentaires, pris après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, peuvent être proposés afin de fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 21 : SANCTIONS**

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du Code Minier.

## **ARTICLE 22 : ACCIDENTS / INCIDENTS**

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant est tenu à déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

## **ARTICLE 23 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 24 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Bordeaux:

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à dater de sa notification,
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 25 ci-dessous.

## ARTICLE 25 : PUBLICITE

Une copie sera déposée à la mairie de St Méard de Gurçon et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles la carrière est soumise sera affiché à la mairie de St Méard de Gurçon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera établi par le maire et adressé à la préfecture (Services de l'Etat-Cité administrative-Préfecture-Installations classées-24024 Périgueux Cedex).

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## ARTICLE 26 : COPIE ET EXECUTION

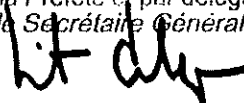
- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Dordogne;
- M. le Sous-préfet de Bergerac,
- M. le Maire de la commune de Saint Méard de Gurçon;
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine,
- MM. les Inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **20 MAI 2010**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général



Benoist DELAGE

## ANNEXE I : PLANS

- Plan de situation au 1/25000<sup>ème</sup> noté figure 1
- Plan cadastral au 1/2500<sup>ème</sup> noté figure 11
- Schémas d'exploitation et de remise en état au 1/2500<sup>ème</sup> noté figure 4
- Plans de phasage 1/1500<sup>ème</sup> notés figures 8A, 8B, 8C, 8D
- Implantation des mesures de bruits au 1/2500<sup>ème</sup> notée figure 22
- Plan de remise en état du site au 1/1500<sup>ème</sup> noté figure 8E
- Itinéraire de transport au 1/100 000<sup>ème</sup> noté figure 23B

**ANNEXE II : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DE CONTROLE**

**Société Carrières de Thiviers  
à Saint Méard de Gurçon**

**FREQUENCE DES CONTROLES**

<b>Désignation</b>	<b>Contrôles périodiques</b>	<b>Contrôles par un laboratoire agréé</b>	<b>Observations</b>
Bruit (article 11.1.4 -)		Dès la première année d'exploitation puis tous les trois ans	Les résultats des mesures sont à communiquer dès réception par l'exploitant immédiatement à l'inspecteur des installations classées

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION.....	2
1.1 - Installations autorisées.....	2
1.2 - Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration .....	3
1.3 - Notion d'établissement.....	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION.....	3
2.1 - Conformité au dossier.....	3
2.2 - Rythme de fonctionnement (heures et jours d'ouvertures) .....	3
2.3 - Implantation.....	4
2.4 - Capacité de production et durée.....	4
2.5 - Intégration dans le paysage .....	5
2.6 - Réglementations applicables .....	5
2.7 - Contrôles et analyses.....	5
ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS PRELIMNAIRES.....	5
3.1 - Information du public.....	5
3.2 - Bornages.....	6
3.3 - Aménagements paysagers .....	6
3.4 - Accès à la voirie publique .....	6
3.5 - Gestion des eaux de ruissellement.....	6
ARTICLE 4 : DECLARATION D'EXPLOITATION.....	6
ARTICLE 5 : ARCHEOLOGIE.....	6
5.1 - Déclaration.....	6
5.2 - Surfaces concernées .....	7
ARTICLE 6 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	7
6.1 - Défrichage.....	7
6.2 - Technique de décapage.....	7
6.3 - Épaisseur d'extraction - phasage.....	7
6.4 - Méthode d'exploitation .....	8
6.5 - Phasage prévisionnel.....	8
6.6 - Destination des matériaux.....	8
ARTICLE 7 : SECURITE DU PUBLIC.....	8
7.1 - Clôtures et accès .....	8
7.2 - Éloignement des excavations .....	9
ARTICLE 8 : PLAN D'EXPLOITATION.....	9
ARTICLE 9 : PREVENTION DES POLLUTIONS.....	10
9.1 - Dispositions générales.....	10
9.2 - Prévention des pollutions accidentelles .....	10
9.3 - Prélèvement d'eau .....	10
9.4 - Rejets d'eau dans le milieu naturel .....	10
9.5 - Pollution atmosphérique.....	11
9.6 - Déchets.....	11
ARTICLE 10 : PREVENTION DES RISQUES.....	11
10.1 - Dispositions générales.....	11
10.2 - Appareils à pression.....	12
ARTICLE 11 : BRUITS ET VIBRATIONS.....	12
11.1 - Bruits.....	13
11.2 - Vibrations .....	14
ARTICLE 12 : TRANSPORT DES MATERIAUX ET CIRCULATION.....	14
ARTICLE 13 : NOTIFICATION DE L'ARRET DEFINITIF DESTRAVAUX.....	15
ARTICLE 14 : ETAT FINAL.....	15
14.1 - Principe .....	15
14.2 - Notification de remise en état.....	16
14.3 - Conditions de remise en état .....	16
14.4 - Remblayage de la carrière.....	17
ARTICLE 15 : CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES.....	17
15.1 - Montant des garanties financières .....	17
15.2 - Augmentation des garanties financières.....	17



15.3 - <i>Renouvellement et actualisation des garanties financières</i> .....	18
15.4 - <i>Appel des garanties financières</i> .....	18
15.5 - <i>Levée des garanties financières</i> .....	19
15.6 - <i>Sanctions administratives et pénales</i> .....	19
ARTICLE 16 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS .....	19
ARTICLE 17 : MODIFICATIONS .....	19
ARTICLE 18 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT .....	19
ARTICLE 19 : CADUCITE .....	20
ARTICLE 20 : RECOLEMENT .....	20
ARTICLE 21 : SANCTIONS .....	20
ARTICLE 22 : ACCIDENTS / INCIDENTS .....	20
ARTICLE 23 : DROITS DES TIERS .....	20
ARTICLE 24 : DELAIS ET VOIES DEREOURS .....	20
ARTICLE 25 : PUBLICITE .....	21
ARTICLE 26 : COPIE ET EXECUTION .....	21
<b>ANNEXE I : PLANS</b> .....	<b>22</b>
<b>ANNEXE II : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DE CONTROLE</b> .....	<b>23</b>

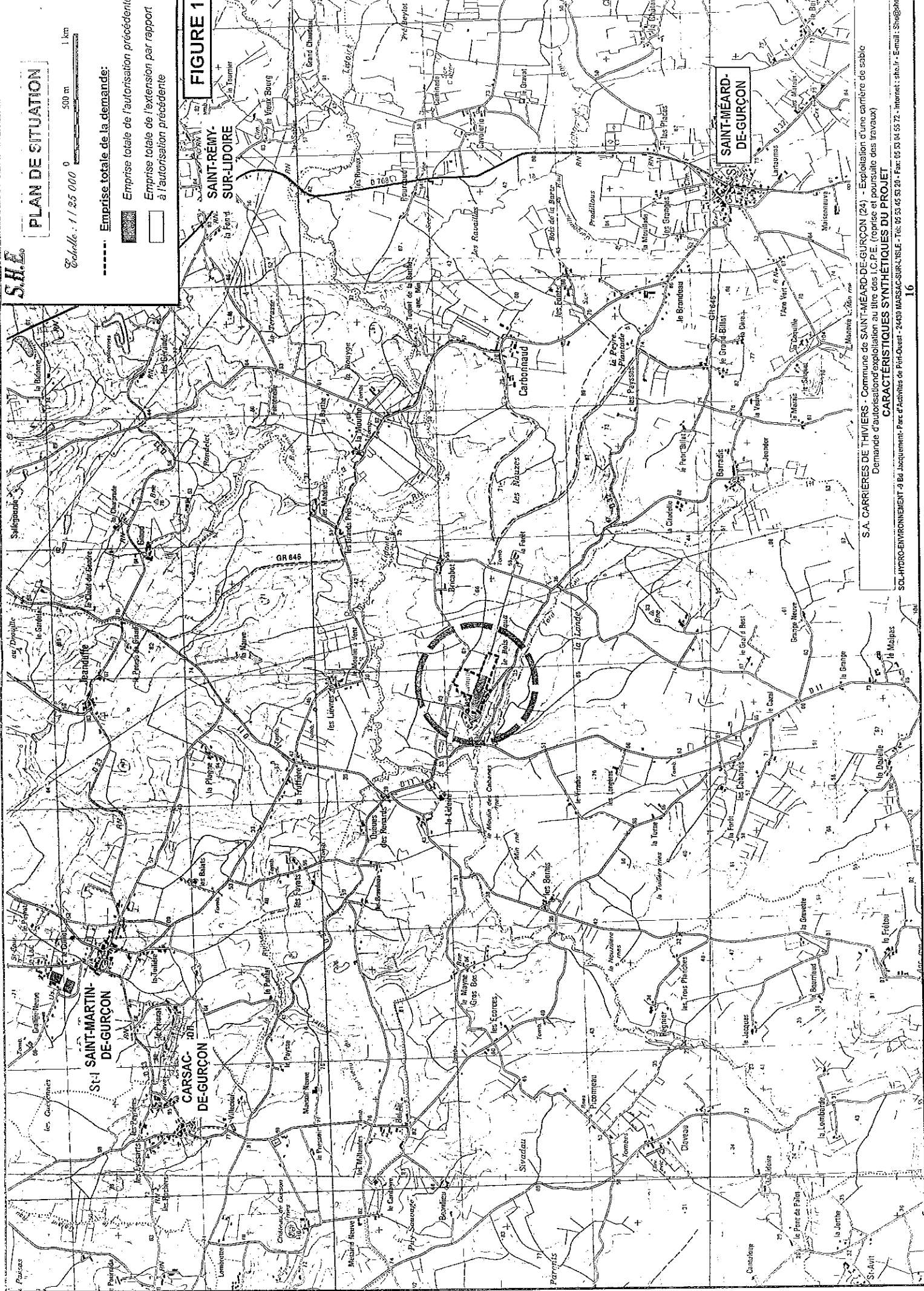


PLAN DE SITUATION

Echelle : 1/25 000 0 500 m 1 km

- Emprise totale de la demande;
- ▨ Emprise totale de l'autorisation précédente
- Emprise totale de l'extension par rapport à l'autorisation précédente

FIGURE 1



S.A. CARRIERES DE THIVIERIS - Commune de SAINT-MIARD-DE-GURÇON (24) - Exploitation d'une carrière de sable  
 Demande d'autorisation d'exploitation au titre des I.C.P.E. (reprise et poursuite des travaux)  
**CARACTÉRISTIQUES SYNTHÉTIQUES DU PROJET**



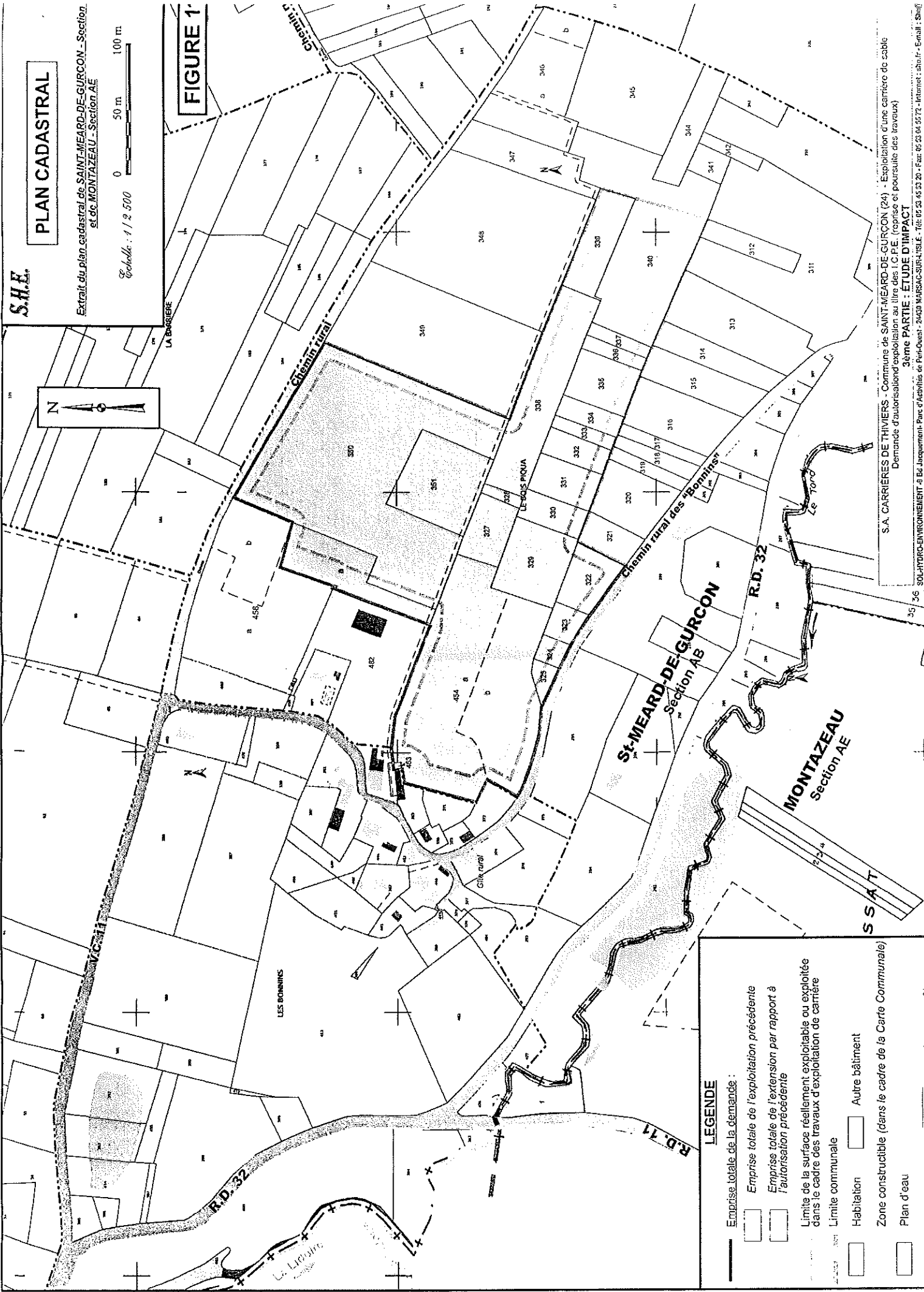
S.H.E.

# PLAN CADASTRAL

Extrait du plan cadastral de SAINT-MEARD-DE-GURCON - Section  
et de MONTAZEAU - Section AE

Echelle : 1 / 2 500  
0 50 m 100 m

## FIGURE 1



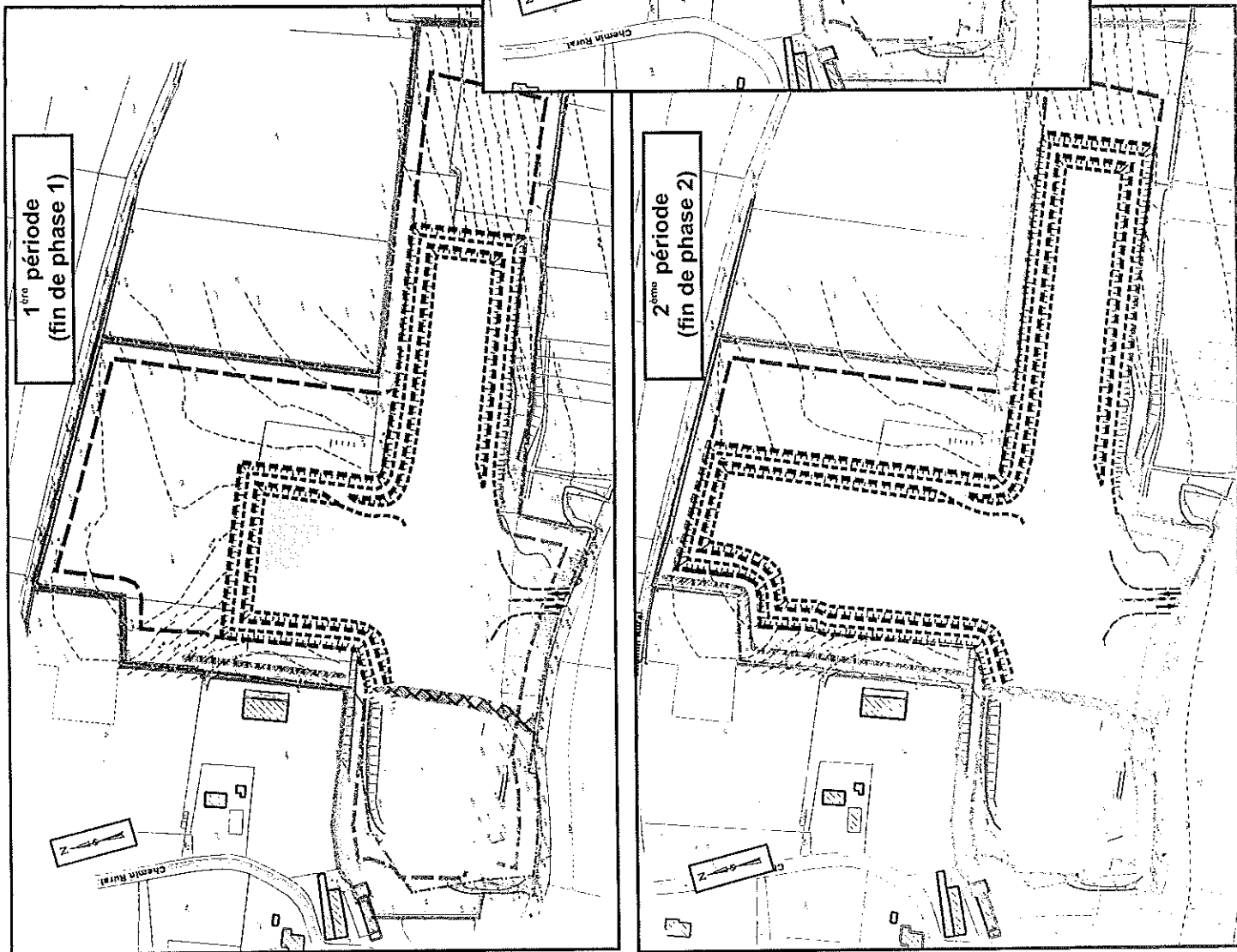
### LEGENDE

- Emprise totale de la demande :
- ▭ Emprise totale de l'exploitation précédente
- ▭ Emprise totale de l'extension par rapport à l'autorisation précédente
- Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée dans le cadre des travaux d'exploitation de carrière
- Limite communale
- ▭ Habitation
- ▭ Autre bâtiment
- ▭ Zone constructible (dans le cadre de la Carte Communale)
- ▭ Plan d'eau
- Route revêtue
- Chemin non revêtu

S.A. CARRIERES DE THIVIERS - Commune de SAINT-MEARD-DE-GURCON (24) - Exploitation d'une carrière de calcaire  
Demande d'autorisation d'exploitation au titre des I.C.P.E. (réprise et poursuite des travaux)  
3ème PARTIE : ETUDE D'IMPACT  
SOL-HYDRO-ENVIRONNEMENT 8 Bd Jacquemont-Parc d'Activités de Péri-Quart - 24430 MARSAC-SUR-LISLE - Tél: 07 53 45 33 20 - Fax: 05 53 54 55 72 - Internet : shi.fr - Email : Shi@



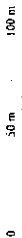
**FIGURE 4**



**S.H.E.**

**GARANTIES FINANCIÈRES :  
Schémas explicatifs**

Echelle : 1/12 500









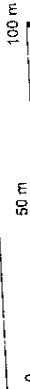
-  Limite de l'emprise totale de la demande
-  Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée
-  S1 (emprise des infrastructures)
-  S2 (surfaces en chantier)
-  S3 (fronts de taille)
-  Surfaces définitivement remises en état





FIGURE 8 A

PLAN DE PHASAGE PREVISIONNEL : SITUATION ACTUELLE - 2008 -



Echelle : 1/1 500

Limites de l'emprise totale de la demande :

Emprise de l'autorisation précédente accordée sur ce site

Emprise de l'extension par rapport à l'autorisation précédente

Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée

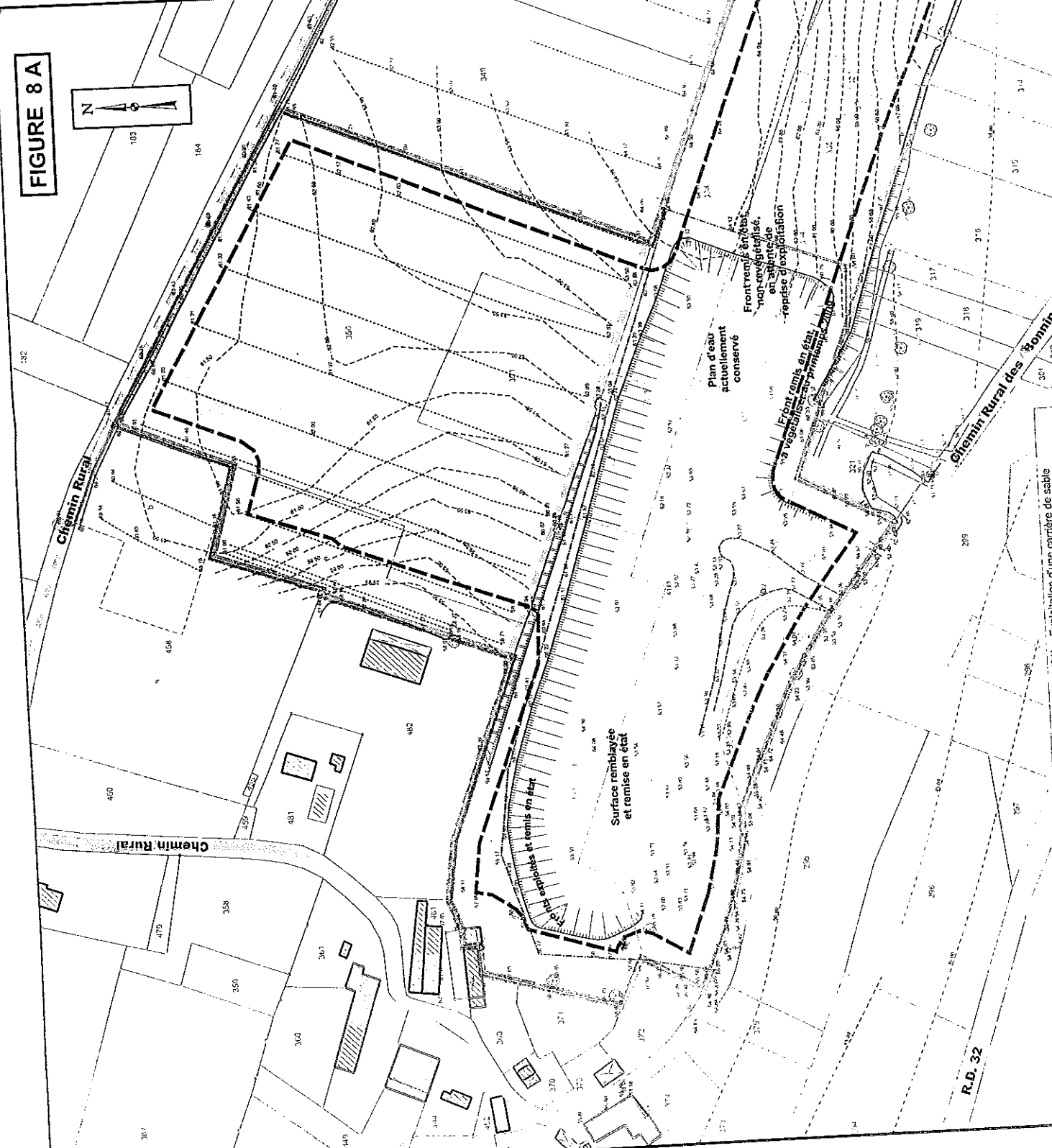
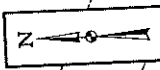
Courbe de niveau (Ligne isométrique tirée par Géomètre-arpenteur D.P.L.G. Georges CHATELARD)

Cote NGF

Clôture

Route revêtue

Chemin non revêtu



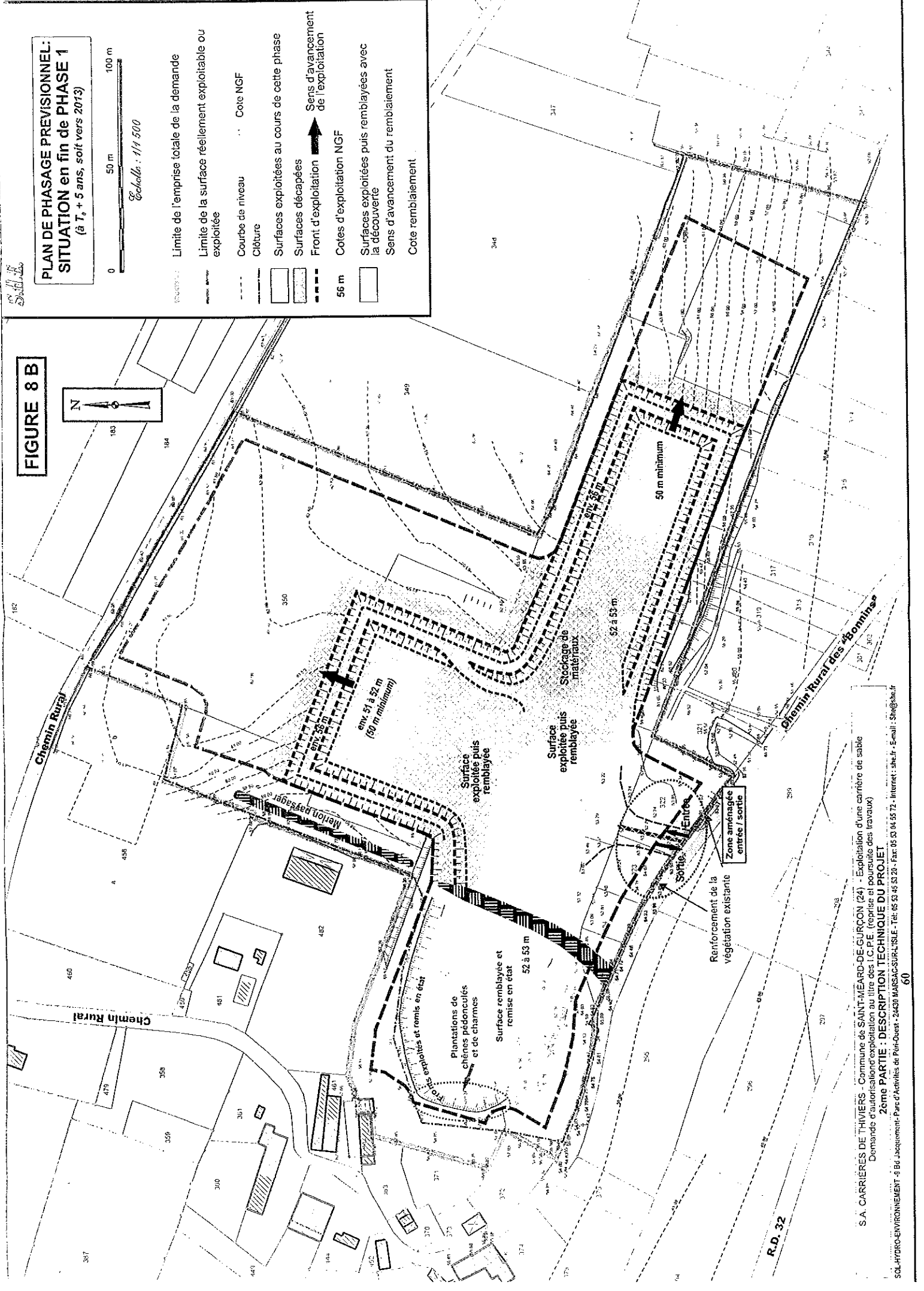


**FIGURE 8 B**

**PLAN DE PHASAGE PREVISIONNEL:  
SITUATION en fin de PHASE 1  
(à T<sub>1</sub> + 5 ans, soit vers 2013)**



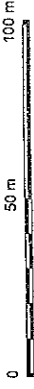
- Limite de l'emprise totale de la demande
- Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée
- Courbe de niveau
- Clôture
- Surfaces exploitées au cours de cette phase
- Surfaces décapées
- Front d'exploitation
- Sens d'avancement de l'exploitation
- 56 m
- Cotes d'exploitation NGF
- Surfaces exploitées puis remblayées avec la découverte
- Sens d'avancement du remblaiement
- Cote remblaiement





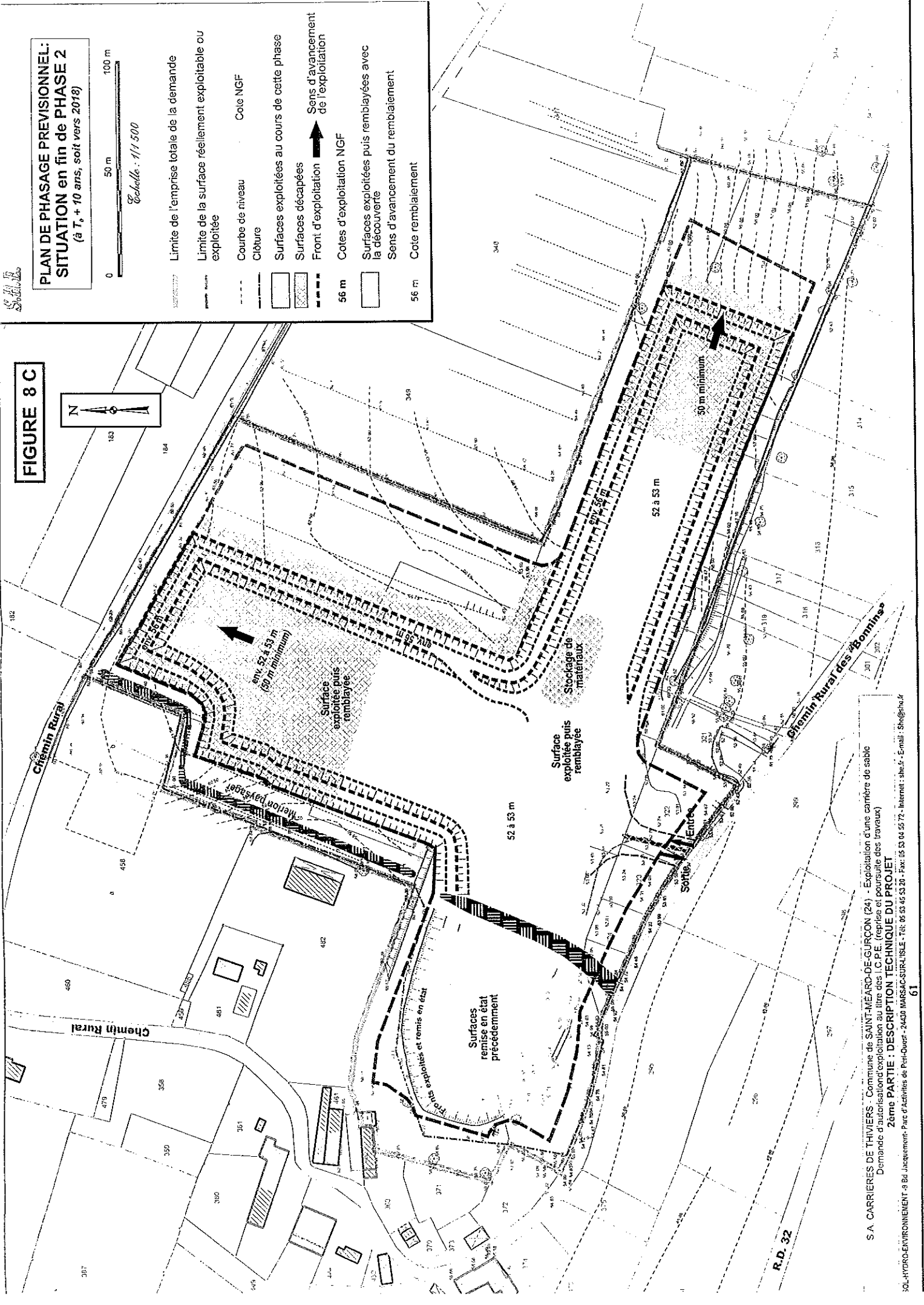
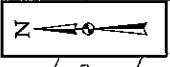
**FIGURE 8 C**

**PLAN DE PHASAGE PREVISIONNEL:  
SITUATION en fin de PHASE 2  
(à T, + 10 ans, soit vers 2018)**



Echelle : 1/1 500

- Limite de l'emprise totale de la demande
- Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée
- - - - - Courbe de niveau
- Clôture
- ▨ Surfaces exploitées au cours de cette phase
- ▩ Surfaces décapées
- Front d'exploitation
- Sens d'avancement de l'exploitation
- ▨ 56 m Cotes d'exploitation NGF
- ▩ 56 m Surfaces exploitées puis remblayées avec la découverte
- ▨ 56 m Cotes d'avancement du remblaiement
- ▩ 56 m Cote remblaiement



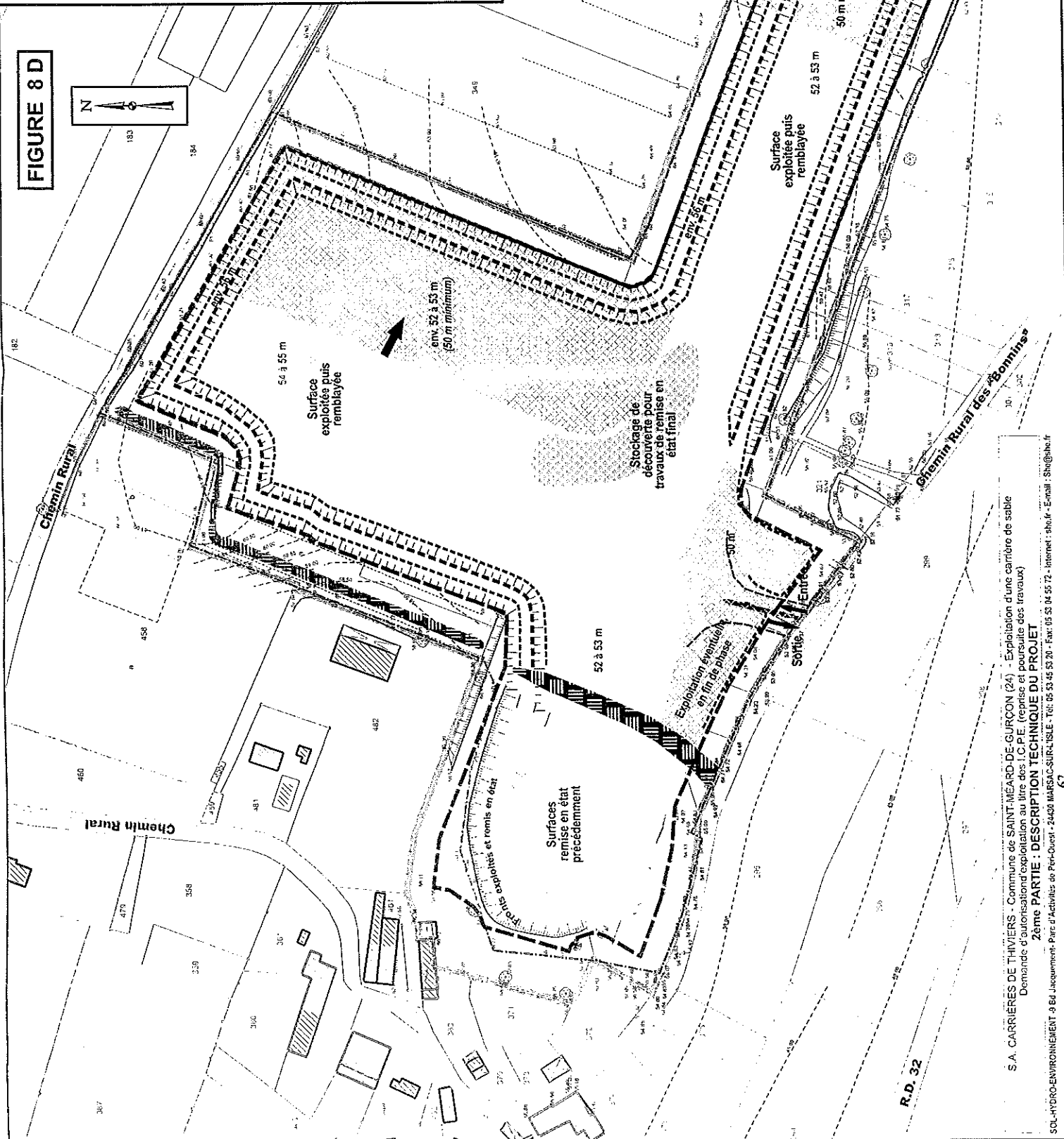


**FIGURE 8 D**

**PLAN DE PHASAGE PREVISIONNEL:  
SITUATION en fin de PHASE 3  
à T<sub>0</sub> + 15 ans, soit vers 2023,  
AVANT TRAVAUX DE REMISE EN ETAT FINALE**



- Limite de l'emprise totale de la demande
- Limite de la surface réélement exploitable ou exploitée
- - - - - Courbe de niveau
- - - - - Clôture
- ▨ Surfaces exploitées au cours de cette phase
- ▨ Surfaces découpées
- Front d'exploitation
- Sens d'avancement de l'exploitation
- 56 m Cotes d'exploitation NGF
- 56 m Surfaces exploitées puis remblayées avec la découverte
- 56 m Sens d'avancement du remblaiement
- 56 m Cote remblaiement





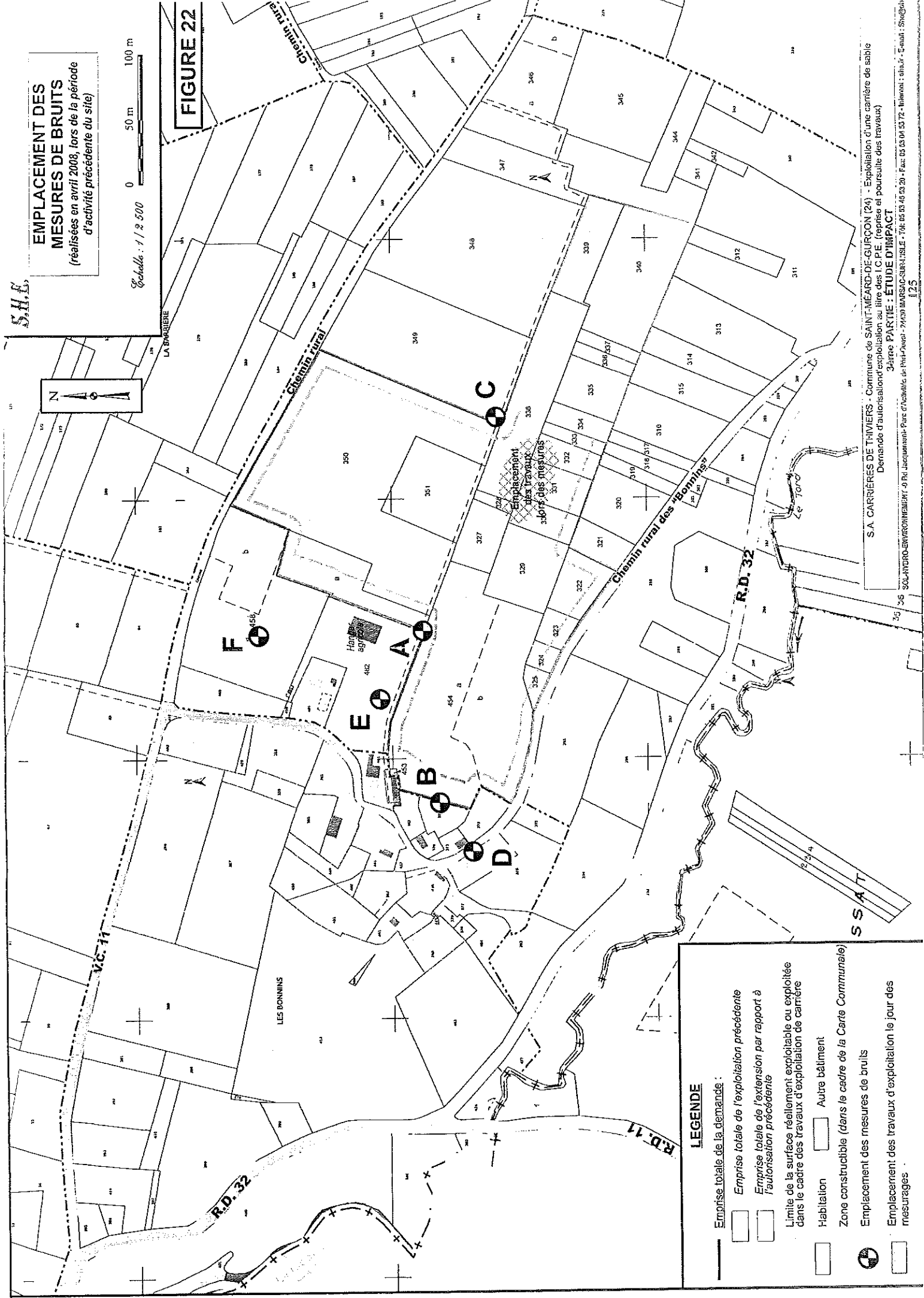


**EMPLACEMENT DES  
MESURES DE BRUITS**  
(réalisées en avril 2008, lors de la période  
d'activité précédente du site)

Echelle : 1 / 2 500



**FIGURE 22**



**LEGENDE**

- Emprise totale de la demande :
- Emprise totale de l'exploitation précédente
- Emprise totale de l'extension par rapport à l'autorisation précédente
- Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée dans le cadre des travaux d'exploitation de carrière
- Habitation
- Autre bâtiment
- Zone constructible (dans le cadre de la Carte Communale)
- Emplacement des mesures de bruits
- Emplacement des travaux d'exploitation le jour des mesurages

S.A. CARRIÈRES DE THIVIERS - Commune de SAINT-MEARD-DE-GURÇON (24) - Exploitation d'une carrière de sable  
Demande d'autorisation d'exploitation au titre des ICPE (reprise et poursuite des travaux)  
3ème PARTIE : ÉTUDE D'IMPACT  
SOL-HYDRO-ENVIRONNEMENT - Parc d'Activités de Thiviers - 24100 MARÇAC-SUR-LISLE - Tél: 05 53 43 03 20 - Fax: 05 53 04 53 72 - Email: shs@shs.fr



S.H.E.

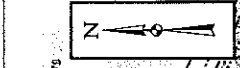
# PLAN DE REMISE EN ETAT FINALE à T<sub>0</sub> + 15 ans, soit vers fin 2023



Echelle : 1/1 500

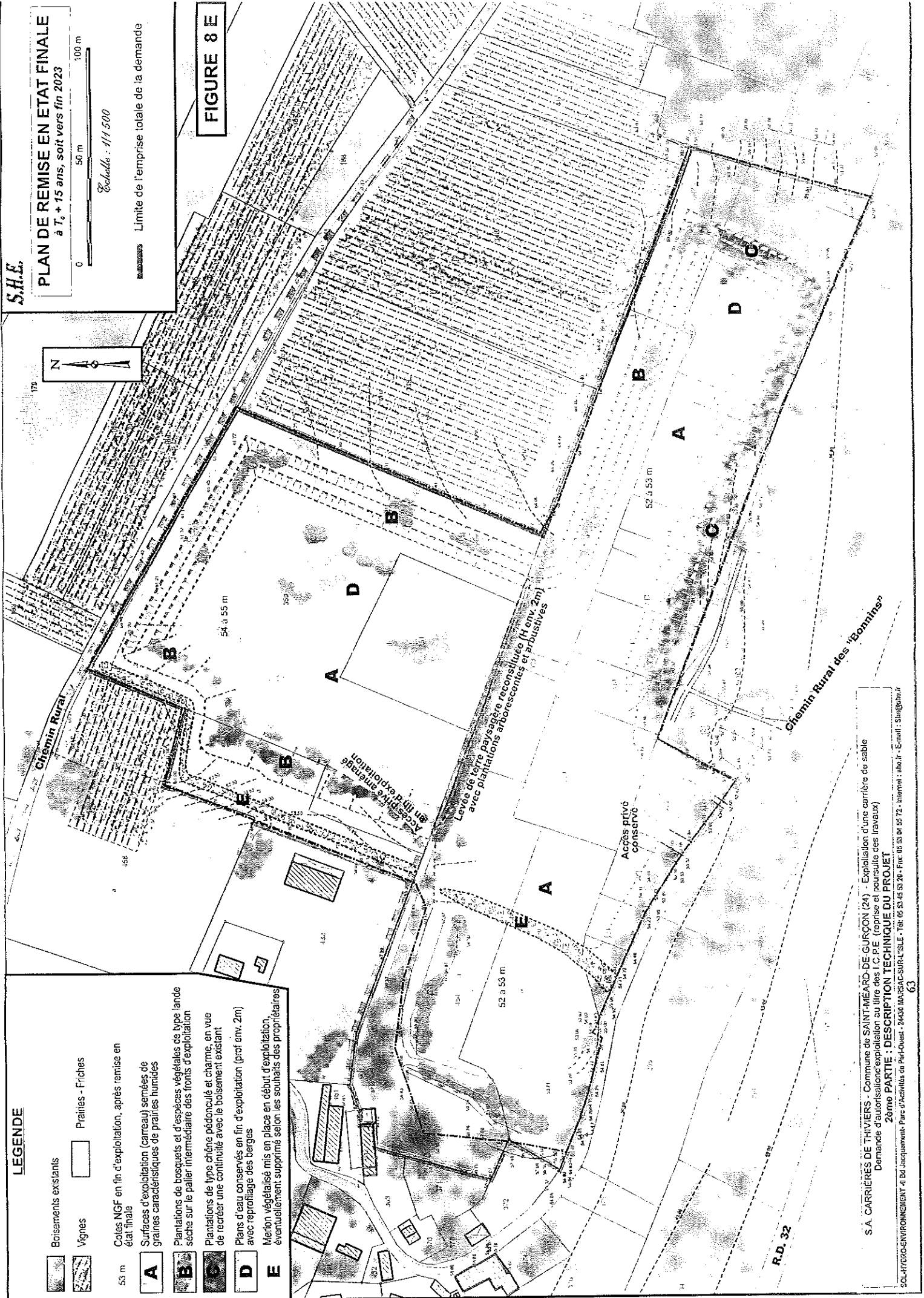
Limite de l'emprise totale de la demande

## FIGURE 8 E



**LEGENDE**

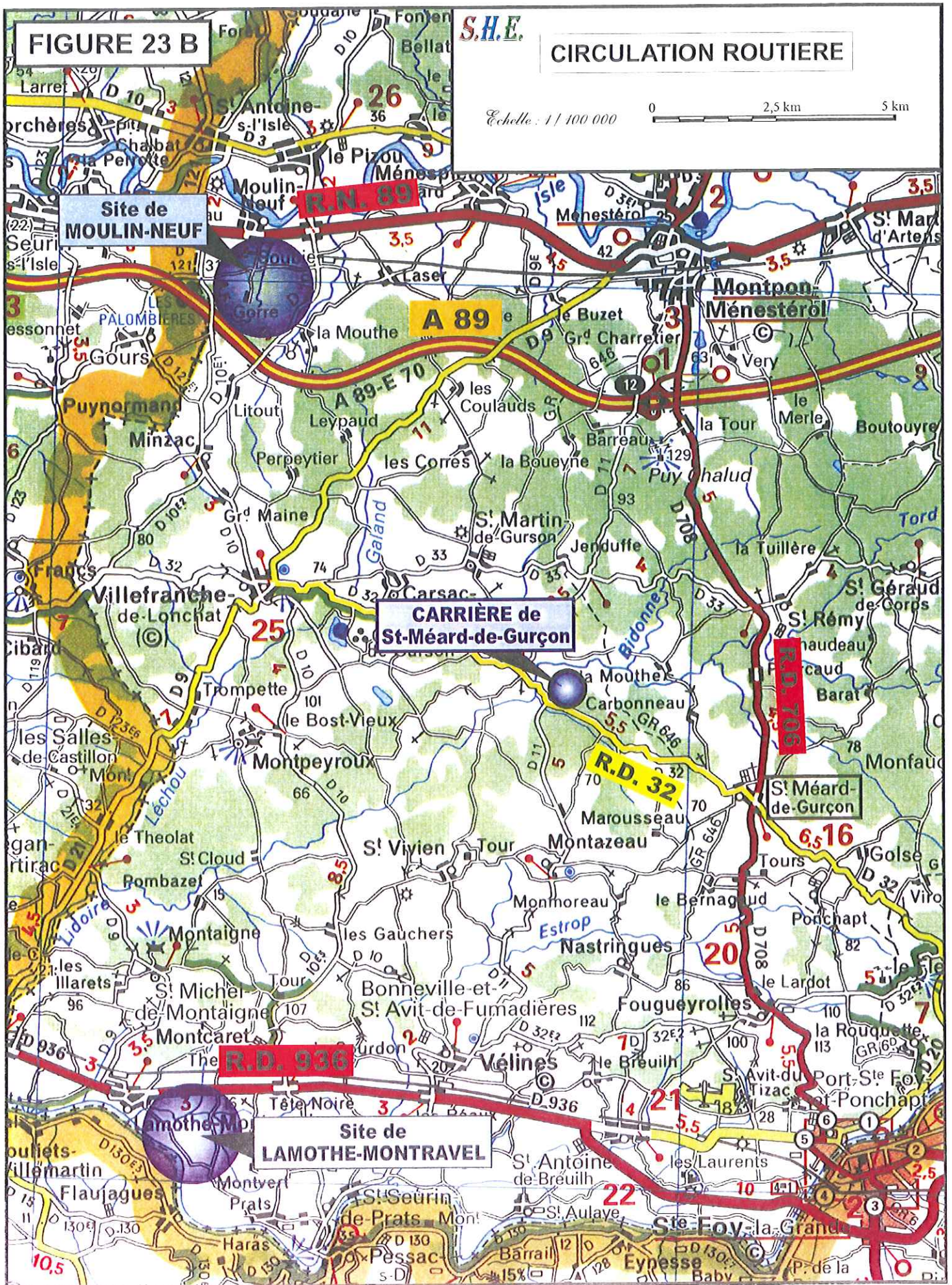
- Boisements existants
- Vignes
- Prairies - Fiches
- 53 m Coles NGF en fin d'exploitation, après remise en état finale
- A** Surfaces d'exploitation (carreau) semées de graines caractéristiques de prairies humides
- B** Plantations de bosquets et d'espèces végétales de type lande sèche sur le palier intermédiaire des fronts d'exploitation.
- C** Plantations de type chêne pédonculé et charme, en vue de recréer une continuité avec le boisement existant.
- D** Plans d'eau conservés en fin d'exploitation (prof. env. 2m) avec reprofilage des berges
- E** Merlon végétalisé mis en place en début d'exploitation, éventuellement supprimé selon les souhaits des propriétaires



S.A. CARRIERES DE THIVIERS - Commune de SAINT-MIEARD-DE-GURÇON (24) - Exploitation d'une carrière de sable  
Demande d'autorisation d'exploitation au titre des I.C.P.E. (reprise et poursuite des travaux)  
2ème PARTIE : DESCRIPTION TECHNIQUE DU PROJET







S.A. CARRIÈRES DE THIVIERS - Commune de SAINT-MÉARD-DE-GURÇON (24) - Exploitation d'une carrière de sable  
 Demande d'autorisation d'exploitation au titre des I.C.P.E. (reprise et poursuite des travaux)  
 3ème PARTIE : ÉTUDE D'IMPACT



